

**Art. 4.** Le conseil supérieur de milice connaît en tout temps :

1° de l'appel des décisions prononcées par les conseils de milice lors d'une prolongation de leur session ordinaire ou en dehors de celle-ci;

- 2° des causes renvoyées après cassation;  
3° des retraits de sursis et de dispense.

#### CHAPITRE III. — Des conseils de révision

**Art. 5.** Les sessions ordinaires des conseils de révision se tiennent aux dates ci-après :

1° du 15 février au 31 décembre de l'année qui précède celle dont le contingent à former porte le millésime pour connaître des demandes d'exemption ou d'ajournement pour cause physique;

2° du 15 février de l'année qui précède celle dont le contingent à former porte le millésime au 15 décembre de l'année suivante pour statuer sur les dossiers relatifs à l'examen médical à domicile et sur les dossiers des personnes placées sous statut de minorité prolongée;

3° du 15 octobre de l'année qui précède celle dont le contingent à former porte le millésime au 15 décembre de l'année suivante pour statuer sur les dossiers :

a) des miliciens considérés comme définitivement inaptes par le médecin, chef du service de santé du centre de recrutement et de sélection;

b) relatifs aux examens médicaux subis à l'étranger.

**Art. 6.** Les conseils de révision connaissent en tout temps :

1° des demandes d'exemption ou d'ajournement pour cause physique adressées au gouverneur de la province en application de l'article 16, § 1er, 6°, de l'arrêté royal précité;

- 2° des causes renvoyées après cassation;  
3° des retraits d'exemption et d'ajournement.

**Art. 7.** L'époque des examens médicaux subis à l'étranger est fixée du 1er octobre de l'année qui précède celle dont le contingent à former porte le millésime au 30 septembre de l'année suivante.

**Art. 8.** L'arrêté ministériel du 1er avril 1977 fixant les sessions des juridictions de milice, modifié par l'arrêté ministériel du 16 juillet 1986, est abrogé.

Bruxelles, le 30 juillet 1987.

J. MICHEL

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 87 — 1474

30 JUILLET 1987

Arrêté royal portant exécution des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifiées par les lois des 15 avril 1964, 4 juillet 1964, 22 juin 1972, 15 juillet 1974, 30 juillet 1974, 14 janvier 1975, 13 février 1975, 13 juillet 1976, 1er décembre 1976, 15 mars 1977, 31 juillet 1984, 19 juin 1986, 18 février 1987 et 16 juin 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier

##### De l'inscription sur les listes de milice

**Article 1er.** § 1er. Du 1er au 31 octobre de chaque année, le collège des bourgmestre et échevins inscrit, conformément à l'article 4 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, les citoyens belges qui atteignent l'âge de 16 ans révolus dans l'année en cours et qui sont inscrits aux registres de population à la date du 1er octobre.

**Art. 4.** De hoge militieraad neemt te allen tijde kennis van :

1° het beroep tegen de beslissingen door de militieraden tijdens een verlenging van hun gewone zitting of buiten deze uitgesproken;

- 2° de na cassatie verwezen zaken;  
3° de intrekkingen van uitstel en van vrijlating.

#### HOOFDSTUK III. — De herkeuringsraden

**Art. 5.** De gewone zittingen van de herkeuringsraden worden op de volgende data gesteld :

1° van 15 februari tot 31 december van het jaar vóór dat waarnaar het samen te stellen contingent genoemd wordt, om kennis te nemen van de aanvragen om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijk grond;

2° van 15 februari van het jaar vóór dat waarnaar het samen te stellen contingent wordt genoemd tot 15 december van het volgend jaar om uitspraak te doen over de dossiers betreffende de keuring ten huize en over de dossiers van de personen die in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard;

3° van 15 oktober van het jaar vóór dat waarnaar het samen te stellen contingent genoemd wordt tot 15 december van het volgend jaar om uitspraak te doen over de dossiers :

a) van de dienstplichtigen die door de geneesheer, chef van de medische divisie van het rekruterings- en selectiecentrum voor definitief ongeschikt worden gehouden;

b) betreffende de keuringen in het buitenland.

**Art. 6.** De herkeuringsraden nemen te allen tijde kennis van :

1° de aanvragen om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond, ingediend bij de gouverneur van de provincie met toepassing van artikel 16, § 1, 6°, van voornoemd koninklijk besluit;

2° de na cassatie verwezen zaken;

3° de intrekkingen van vrijstelling en van voorlopige afkeuring.

**Art. 7.** Het tijdvak van de keuringen in het buitenland is gesteld op 1 oktober van het jaar vóór dat waarnaar het samen te stellen contingent wordt genoemd tot 30 september van het volgend jaar.

**Art. 8.** Het ministerieel besluit van 1 april 1977 tot vaststelling van de zittingen van de militierechtscolleges, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 juli 1986, wordt opgeheven.

Brussel, 30 juli 1987.

J. MICHEL

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 1474

30 JULI 1987

Koninklijk besluit tot uitvoering van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1964, 4 juli 1964, 22 juni 1972, 15 juli 1974, 30 juli 1974, 14 januari 1975, 13 februari 1975, 13 juli 1976, 1 december 1976, 15 maart 1977, 31 juli 1984, 19 juni 1986, 18 februari 1987 en 16 juni 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I

##### Inschrijving op de militielijsten

**Artikel 1.** § 1. Ieder jaar van 1 tot 31 oktober, schrijft het college van burgemeester en schepenen, overeenkomstig artikel 4 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, de Belgische burgers in, die tijdens het lopende jaar de volle leeftijd van 16 jaar bereiken en op 1 oktober in de bevolkingsregisters ingeschreven zijn.

§ 2. Le Belge qui a quitté le Royaume est porté sur les listes de la commune où il était inscrit aux registres de population au moment de son départ.

Le Belge qui n'a jamais été inscrit à ces registres est porté sur les listes de la commune où est inscrit ou a été inscrit en dernier lieu son père, ou sa mère lorsque le père est décédé ou n'a jamais été inscrit.

Si ses père et mère n'ont jamais été inscrits aux registres de population d'une commune belge, l'intéressé est porté sur les listes de la commune où ses grands-parents paternels ou, à défaut, maternels ont eu leur dernière inscription aux registres de population.

Si aucun de ceux-ci n'a jamais été inscrit à ces registres en Belgique, il est porté sur les listes de la ville de Bruxelles.

**Art. 2.** Le collège établit un relevé nominatif des Belges dont l'inscription est différée ou interdite en vertu d'une convention internationale.

**Art. 3.** Celui qui est inscrit conformément à l'article 1er et celui qui est porté au relevé nominatif prévu à l'article 2 en reçoivent notification avant le 15 novembre.

**Art. 4.** Le collège reçoit jusqu'au 30 novembre les réclamations contre les omissions et contre les inscriptions indûment faites. Il notifie sa décision aux réclamants avant le 15 décembre.

**Art. 5. § 1er.** Le collège arrête les listes de milice à la date du 15 décembre.

§ 2. Après la clôture des listes et à toute époque de l'année, l'administration communale signale au gouverneur de province :

- 1° les omissions et les inscriptions indûment faites;
- 2° les Belges dont l'inscription est différée en vertu d'une convention internationale et qui demandent valablement à être portés sur les listes de milice;
- 3° les Belges dont l'inscription était différée ou interdite en vertu d'une convention internationale et qui ont désormais l'obligation d'être inscrits;
- 4° ceux qui deviennent Belges avant d'avoir atteint l'âge de 33 ans.

§ 3. Le gouverneur vérifie les renseignements communiqués par l'administration communale et ordonne de procéder aux radiations et inscriptions nécessaires.

§ 4. Les miliciens dont l'inscription est ordonnée par application du § 3 sont portés sur les listes de la levée en cours s'ils ne peuvent plus participer aux opérations de la levée à laquelle leur âge les rattache. S'ils ne peuvent plus participer aux opérations de cette levée, ils sont inscrits sur les listes de milice de la levée suivante.

**Art. 6.** En cas de doute sur le lieu d'inscription, celui-ci est déterminé par le gouverneur ou par le Ministre de l'Intérieur selon qu'il s'agit de communes d'une même province ou de communes appartenant à des provinces différentes.

**Art. 7.** Lorsqu'un milicien vient à décéder ou cesse d'avoir des obligations militaires, l'administration communale en fait mention en marge des listes de milice.

**Art. 8.** Le Ministre de l'Intérieur détermine les modèles des registres, feuillets et formules qui doivent être utilisés pour les inscriptions et les notifications.

## CHAPITRE II

### *De l'exclusion pour cause d'indignité*

**Art. 9. § 1er.** Au moment de dresser les bulletins d'immatriculation en vue de la remise des miliciens à l'autorité militaire, et éventuellement dès qu'elle en a connaissance, l'administration communale signale au gouverneur de province les condamnations et faits susceptibles d'entraîner l'exclusion pour cause d'indignité prévue à l'article 15 des lois coordonnées.

§ 2. Lorsque, par application du § 3 du même article 15, l'intéressé est susceptible d'être exclu en raison d'une condamnation prononcée à l'étranger, le gouverneur transmet un extrait du jugement de condamnation au procureur général aux fins des réquisitions prévues audit article.

Le tribunal statue toutes affaires cessantes; un extrait du jugement est transmis au gouverneur.

§ 3. Dans le plus bref délai, les administrations communales signalent au gouverneur compétent les décisions qui leur semblent avoir mis fin à la cause d'exclusion avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de 33 ans.

§ 2. De Belg die uit het Rijk is vertrokken, wordt ingeschreven op de lijsten van de gemeente waar hij in de bevolkingsregisters was ingeschreven bij zijn vertrek.

De Belg die nooit in die registers ingeschreven is geweest, wordt gebracht op de lijsten van de gemeente waar zijn vader of, zo de vader overleden is of nooit ingeschreven was, waar zijn moeder ingeschreven is of laatstelijk ingeschreven was.

Zo zijn vader en moeder nooit in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente zijn ingeschreven geweest, wordt belanghebbende gebracht op de lijsten van de gemeente waar zijn grootouders van vaderszijde, zo niet van moederszijde laatstelijk in de bevolkingsregisters waren ingeschreven.

Is geen van dezen in de bevolkingsregisters in België ingeschreven geweest, dan wordt hij op de lijsten van de stad Brussel gebracht.

**Art. 2.** Het college maakt een naamlijst op van de Belgen van wie de inschrijving op grond van een internationale overeenkomst uitgesteld of verboden is.

**Art. 3.** Hij die ingeschreven is, overeenkomstig artikel 1, en hij die op de naamlijst als bepaald bij artikel 2 is gebracht, krijgen daarvan vóór 15 november schriftelijk kennis.

**Art. 4.** Het college ontvangt tot 30 november de bezwaren omtrent niet en onrechtmatig gedane inschrijvingen. Van zijn beslissing geeft het vóór 15 december schriftelijk kennis aan de klagers.

**Art. 5. § 1.** Het college sluit de militielijsten op 15 december af.

§ 2. Nadat de lijsten zijn afgesloten en het ganse jaar door, geeft het gemeentebestuur aan de provinciegouverneur kennis van :

- 1° de niet en onrechtmatig gedane inschrijvingen;
- 2° de Belgen van wie de inschrijving op grond van een internationale overeenkomst is uitgesteld en die rechtsgeldig om hun opening op de militielijsten verzoeken;
- 3° de Belgen van wie de inschrijving op grond van een internationale overeenkomst uitgesteld of verboden was en die voortaan moeten ingeschreven worden;
- 4° de namen van hen die Belg worden vooraleer zij de leeftijd van 33 jaar bereikt hebben.

§ 3. De gouverneur verifieert de inlichtingen medegedeeld door het gemeentebestuur en gelast de vereiste schrappingen en inschrijvingen.

§ 4. De dienstplichtigen, van wie de inschrijving met toepassing van § 3 gelast is, worden, indien zij niet meer in aanmerking kunnen komen voor de verrichtingen betreffende de lichteing waartoe zij ingevolge hun leeftijd behoren, op de lijsten van de lopende lichteing opgenomen. Indien zij niet meer aan de verrichtingen van deze lichteing kunnen deelnemen worden zij op de militielijsten van de volgende lichteing ingeschreven.

**Art. 6.** Indien er twijfel bestaat omtrent de plaats van inschrijving, wordt deze plaats bepaald door de gouverneur of door de Minister van Binnenlandse Zaken, naargelang het gemeenten betreft die in een zelfde provincie dan wel gemeenten die in verschillende provincies gelegen zijn.

**Art. 7.** Wanneer een dienstplichtige overlijdt of wanneer zijn militaire verplichtingen een einde nemen, maakt het gemeentebestuur daarvan melding in de rand van de militielijsten.

**Art. 8.** De Minister van Binnenlandse Zaken stelt het model vast van de voor de inschrijvingen en de kennisgevingen te gebruiken registers, bladen en formulieren.

## HOOFDSTUK II

### *Uitsluiting wegens onwaardigheid*

**Art. 9. § 1.** Bij het opmaken van de immatriculatiebladen met het oog op de overgifte van de dienstplichtigen aan de militaire overheid en eventueel zodra het daarvan op de hoogte is, geeft het gemeentebestuur aan de provinciegouverneur kennis van de veroordelingen en feiten die de uitsluiting wegens onwaardigheid bepaald bij artikel 15 van de gecoördineerde wetten tot gevolg kunnen hebben.

§ 2. Wanneer met toepassing van § 3 van hetzelfde artikel 15 de belanghebbende kan uitgesloten worden wegens een in het buitenland uitgesproken veroordeling, stuurt de gouverneur een uittreksel uit het vonnis van veroordeling aan de procureur-generaal, met het oog op de vordering bepaald bij genoemd artikel.

De rechtbank beschikt vóór alle andere zaken; een uittreksel uit het vonnis wordt aan de gouverneur bezorgd.

§ 3. De gemeentebesturen stellen de bevoegde gouverneur zo spoedig mogelijk in kennis van de beslissingen die volgens hen een einde maken aan de oorzaak van de uitsluiting vóór 31 december van het jaar waarin de betrokkene de leeftijd van 33 jaar bereikt.

§ 4. Le conseil de milice est saisi par les soins du gouverneur des cas visés aux §§ 1er et 3.

§ 5. Le gouverneur porte la décision à la connaissance de l'administration communale du domicile de milice.

§ 6. Lorsqu'il résulte de la décision du conseil de milice que la cause d'exclusion est venue à cesser au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de 28 ans, celui-ci est porté sur les listes de milice de la levée en cours.

Si la cause d'exclusion cesse après cette date, l'intéressé est porté sur les listes de la levée en cours avec mention de la dispense du service en temps de paix.

§ 7. Lorsqu'il résulte d'une communication de l'autorité militaire que la cause du renvoi de l'armée cesse au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de 28 ans, celui-ci est porté sur les listes de milice de la levée en cours.

Si la cause du renvoi de l'armée cesse après cette date, l'intéressé est porté sur les listes de la levée en cours avec mention de la dispense du service en temps de paix.

Les administrations communales signalent, dans le plus bref délai, au Ministre de la Défense nationale les décisions qui leur semblent avoir mis fin à la cause du renvoi avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de 33 ans.

#### CHAPITRE III. — Des demandes Section Ire. — Règles générales

Art. 10. Les demandes de devancement d'appel, de sursis, de dispense pour cause morale, d'exemption ou d'ajournement pour cause physique et d'exemption par le Ministre de l'Intérieur, prévues à l'article 20, § 1er, des lois coordonnées, doivent, sous peine d'irrecevabilité, être introduites conformément aux dispositions des articles 11 à 18 du présent arrêté.

Art. 11. Sous réserve des dérogations prévues à l'article 12, les demandes doivent être introduites par écrit et signées par le milicien. Elles doivent indiquer le motif prévu par les lois coordonnées sur lequel elles sont fondées et être accompagnées des extraits des actes d'état civil, des certificats médicaux et des autres pièces justificatives de la demande.

Art. 12. § 1er. Les demandes de miliciens marins doivent être introduites par le commissaire maritime ou par l'intermédiaire de ce dernier. Celui-ci les fera parvenir, éventuellement avec son avis, dans la forme, dans les délais et près des autorités déterminés par le présent arrêté.

§ 2. Les demandes de tout milicien peuvent être introduites par un fondé de pouvoir spécial. Elles doivent, dans ce cas, être accompagnées d'une procuration revêtue de la signature du milicien.

§ 3. Lorsque l'intéressé est placé sous statut de minorité prolongée ou est interdit, sa demande peut être introduite par son représentant légal.

§ 4. Les juridictions de milice peuvent prendre en considération la demande formulée par un illettré dont la signature est remplacée par une croix apposée par lui en présence de deux témoins dont un a qualité de fonctionnaire public.

Art. 13. Toute autorité qui reçoit une demande est tenue d'en accuser réception.

Lorsqu'une demande est reçue après l'expiration des délais, l'accusé de réception en constate la tardiveté.

#### Section II. — Demandes à introduire auprès de l'administration communale

Art. 14. § 1er. Doivent être introduites auprès de l'administration communale du domicile de milice, dans le courant du mois de janvier de l'année qui porte le millésime antérieur à celui de la levée dont le requérant fait partie :

1° la demande de sursis prévue à l'article 10 des lois coordonnées;

2° la demande de dispense pour cause morale prévue aux articles 12 et 13 de ces lois;

§ 4. De gevallen bedoeld bij de §§ 1 en 3 worden door toedoen van de gouverneur bij de militieraad aanhangig gemaakt.

§ 5. De gouverneur brengt de beslissing ter kennis van het gemeentebestuur van de militiewoonplaats.

§ 6. Wanneer uit de beslissing van de militieraad blijkt dat de oorzaak van de uitsluiting heeft opgehouden te bestaan uiterlijk op 31 december van het jaar waarin de belanghebbende de leeftijd van 28 jaar bereikt, wordt deze ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichteing.

Verdwijnt de oorzaak van de uitsluiting na deze datum, dan wordt de belanghebbende op de lijsten van de lopende lichteing ingeschreven met de vermelding dat hij van de dienst in vredes-tijd vrijgelaten is.

§ 7. Wanneer uit een mededeling van de militaire overheid blijkt dat de oorzaak van de wegzending uit het leger heeft opgehouden te bestaan uiterlijk op 31 december van het jaar waarin de belanghebbende de leeftijd van 28 jaar bereikt, wordt deze ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichteing.

Verdwijnt de oorzaak van de wegzending uit het leger na deze datum, dan wordt belanghebbende op de lijsten van de lopende lichteing ingeschreven met de vermelding dat hij van de dienst in vredes-tijd vrijgelaten is.

De gemeentebesturen stellen de Minister van Landsverdediging zo spoedig mogelijk in kennis van de beslissingen die volgens hen een einde maken aan de oorzaak van de wegzending vóór 31 december van het jaar waarin belanghebbende de leeftijd van 33 jaar bereikt.

#### HOOFDSTUK III. — Aanvragen Afdeling I. — Algemene regels

Art. 10. De aanvragen om vervroegde oproeping, om uitstel, om vrijlating op morele grond, om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond en om vrijstelling door de Minister van Binnenlandse Zaken, als bepaald bij artikel 20, § 1, van de gecoördineerde wetten, moeten op straffe van onontvankelijkheid, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 11 tot 18 van dit besluit, ingediend worden.

Art. 11. Afgezien van de afwijkingen bepaald bij artikel 12, moeten de aanvragen schriftelijk ingediend en ondertekend worden door de dienstplichtige. In de aanvragen moet de bij de gecoördineerde wetten bepaalde reden, waarop zij zijn gegrond, worden aangegeven onder bijvoeging van de uittreksels uit de akten van de burgerlijke stand, van de doktersattesten en -van de andere stavingsstukken.

Art. 12. § 1. De aanvragen van de dienstplichtige zeelieden moeten door de waterschout of door diens bemiddeling worden ingediend. Deze zal ze, eventueel voorzien van zijn advies, doorsturen in de vorm, binnen de termijnen en naar de overheden door dit besluit bepaald.

§ 2. De aanvragen van elke dienstplichtige mogen door een bijzonder gevolmachtigde worden ingediend. In dat geval dient een door de dienstplichtige getekende volmacht bij de aanvraag te worden gevoegd.

§ 3. Wanneer de belanghebbende in staat van verlengde minderjarigheid is verklaard of wettelijk onbekwaam is, mag zijn aanvraag door zijn wettelijke vertegenwoordiger worden ingediend.

§ 4. De militierechtscolleges kunnen rekening houden met de aanvraag van een ongeletterde van wie de handtekening vervangen is door een kruisje dat hij heeft geplaatst in het bijzijn van twee getuigen van wie één openbaar ambtenaar is.

Art. 13. Elke overheid die een aanvraag ontvangt dient daarvan ontvangst te berichten.

Wordt een aanvraag na het verstrijken van de termijnen ontvangen, dan wordt op het bericht van ontvangst vastgesteld dat zij te laat is ingediend.

#### Afdeling II. — Aanvragen in te dienen bij het gemeentebestuur

Art. 14. § 1. Bij het gemeentebestuur van de militiewoonplaats dienen te worden ingediend in de loop van de maand januari van het jaar vóór dat waarnaar de lichteing waartoe de aanvrager behoort genoemd is :

1° de aanvraag om uitstel bepaald bij artikel 10 van de gecoördineerde wetten;

2° de aanvraag om vrijlating op morele grond bepaald bij de artikelen 12 en 13 van deze wetten;

3° la demande d'exemption ou d'ajournement pour cause physique prévue à l'article 14 de ces lois.

Dans ce dernier cas, le requérant produit à l'appui de sa demande un certificat médical établissant avec précision la nature des maladies ou infirmités invoquées.

§ 2. La demande de devancement d'appel doit être introduite auprès de l'administration communale du domicile de milice entre le 1er janvier de l'année qui porte le millésime antérieur à celui de la levée avec laquelle le requérant désire servir, et le 25 juillet de l'année suivante inclusivement.

**Art. 15.** L'expédition du jugement et l'attestation, visées à l'article 44, § 3, des lois coordonnées doivent être produites par les personnes placées sous statut de minorité prolongée ou par leur représentant légal auprès de l'administration communale du domicile de milice entre le 1er janvier de l'année qui porte le millésime antérieur à celui de la levée dont ils font partie, et la fin de la remise du contingent de cette levée.

#### Section III. — Demandes à introduire auprès du gouverneur de province

**Art. 16. § 1er.** Sont adressées, sous pli recommandé à la poste, au gouverneur de la province dans laquelle est situé le domicile de milice du demandeur :

1° les demandes de sursis extraordinaire et de dispense prévues à l'article 11, § 1er, des lois coordonnées;

2° la demande de dispense dans le cas prévu à l'article 12, § 2, des lois coordonnées;

3° la demande de dispense fondée sur l'article 12, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées lorsque l'inscrit ne remplit les conditions mises à l'octroi de cette dispense qu'après l'expiration du délai fixé par l'article 14;

4° la demande de sursis ou de dispense pour cause morale dans le cas prévu à l'article 20, § 3, des lois coordonnées;

5° la première demande de sursis introduite par un milicien qui a contracté un engagement maritime pour le service de la machine lorsque cette demande n'a pas été présentée dans les formes et délais prévus à l'article 14;

6° la demande de sursis, de dispense pour cause morale, d'exemption ou d'ajournement pour cause physique émanant du milicien qui, après le 15 janvier de l'année précédant celle portant le millésime de la levée à laquelle il est rattaché, a reçu notification d'une décision le rattachant à cette levée et qui n'a pas introduit de demande dans les formes et délais prévus à l'article 14.

§ 2. La demande visée au paragraphe 1er, 3°, est introduite avant le 1er janvier de l'année de la levée dont l'inscrit fait partie.

§ 3. La demande visée au paragraphe 1er, 5°, est introduite dans les soixante jours de la date à laquelle le demandeur atteint l'âge de dix-huit ans.

Ce milicien peut, dès avant l'introduction de sa demande de sursis, demander au gouverneur de la province de retarder la remise à l'autorité militaire jusqu'au moment où il aura été statué sur le sursis.

La demande est introduite par le commissaire maritime ou par l'intermédiaire de celui-ci.

§ 4. La demande visée au paragraphe 1er, 6°, est introduite dans les trente jours de la notification de la décision.

**Art. 17.** Aussitôt qu'il est en possession d'une des demandes prévues à l'article 16, le gouverneur en avise le commandant du centre de recrutement et de sélection; le cas échéant, il retarde la comparution de l'intéressé à ce centre jusqu'à la fin des opérations de la remise du contingent.

Lorsque la demande est introduite après la clôture de la session ordinaire de la levée, le gouverneur la soumet au conseil de milice dans le plus bref délai.

#### Section IV

Demandes à introduire auprès du Ministre de l'Intérieur

**Art. 18.** La demande d'exemption du service militaire, sur base de l'article 16 des lois coordonnées, doit être introduite auprès du Ministre de l'Intérieur entre le 1er janvier de l'année pendant laquelle le requérant peut demander un premier sursis et le 1er janvier de l'année de la levée dont il fait partie.

L'intéressé doit signaler dans sa demande qu'il s'engage à se trouver effectivement dans un délai de six mois, à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté d'exemption pris par le Ministre de l'Intérieur, aux missions hors d'Europe ou dans l'un des pays déterminés en vertu de l'article 16 de ces lois.

3° de l'aanvraag om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond, bepaald bij artikel 14 van deze wetten.

In dit laatste geval legt de verzoeker tot staving van zijn aanvraag een doktersattest over waaruit met juistheid de aard van de ingeroepen ziekten of lichaamsgebreken blijkt.

§ 2. De aanvraag om vervroegde oproeping dient te worden ingediend bij het gemeentebestuur van de militiewoonplaats tussen 1 januari van het jaar vóór dat waarnaar de lichte, waarmede de aanvrager wenst te dienen, genoemd is, en 25 juli van het volgend jaar inbegrepen.

**Art. 15.** De uitgifte van het vonnis en het getuigschrift, bedoeld bij artikel 44, § 3, van de gecoördeneerde wetten moeten door de personen die in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard of door hun wettelijke vertegenwoordiger bij het gemeentebestuur van de militiewoonplaats worden overgelegd tussen 1 januari van het jaar vóór dat waarnaar de lichte waartoe zij behoren is genoemd en het einde van de overgifte van het contingent van deze lichte.

#### Afdeling III. — Aanvragen in te dienen bij de provinciegouverneur

**Art. 16. § 1.** Bij ter post aangetekende brief worden aan de gouverneur van de provincie waarin de militiewoonplaats van de aanvrager gelegen is, gericht :

1° de aanvragen om buitengewoon uitstel en de aanvragen om vrijlating, bedoeld in artikel 11, § 1, van de gecoördeneerde wetten;

2° de aanvraag om vrijlating in het geval bedoeld in artikel 12, § 2, van de gecoördeneerde wetten;

3° de aanvraag om vrijlating gegrond op artikel 12, § 3, tweede lid, van de gecoördeneerde wetten wanneer de ingeschrevene de voor het verkrijgen van die vrijlating gestelde voorwaarden eerst vervult nadat de bij artikel 14 vastgestelde termijn is verstreken;

4° de aanvraag om uitstel of om vrijlating op morele grond in het geval bedoeld in artikel 20, § 3, van de gecoördeneerde wetten;

5° de eerste aanvraag om uitstel ingediend door een dienstplichtige die een scheepsdienstverbinde is voor de dienst van de machine heeft aangegaan, wanneer die aanvraag niet gedaan is in de vorm en binnen de termijn bepaald in artikel 14;

6° de aanvraag om uitstel, om vrijlating op morele grond, om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond, uitgaande van de dienstplichtige die na 15 januari van het jaar vóór datgene waarnaar de lichte waarbij hij ingedeeld is, is genoemd, kennis heeft gekregen van een beslissing tot indeling bij die lichte en die geen aanvraag heeft ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald in artikel 14.

§ 2. De in paragraaf 1, 3°, bedoelde aanvraag wordt ingediend vóór 1 januari van het jaar van de lichte waartoe de ingeschrevene behoort.

§ 3. De in paragraaf 1, 5°, bedoelde aanvraag wordt ingediend binnen zestig dagen na de datum waarop de aanvrager de leeftijd van achttien jaar bereikt.

Deze dienstplichtige mag, reeds vóór het indienen van zijn aanvraag om uitstel, aan de provinciegouverneur vragen zijn overgifte aan de militaire overheid te verdagen tot op het tijdstip waarop over zijn uitstel beslist zal zijn.

De aanvraag wordt door de waterschout of door diens bemiddeling ingediend.

§ 4. De in paragraaf 1, 6°, bedoelde aanvraag wordt ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

**Art. 17.** Zodra hij in het bezit is van één van de aanvragen bepaald bij artikel 16 geeft de gouverneur daarvan kennis aan de commandant van het rekruterings- en selectiecentrum; eventueel stelt hij het verschijnen van de betrokkene in bedoeld centrum uit tot op het einde van de verrichtingen betreffende de overgifte van het contingent.

Wanneer de aanvraag na de sluiting van de gewone zitting voor de lichte ingediend is, wordt ze door de gouverneur onverwijld aan de militieraad voorgelegd.

#### Afdeling IV

Aanvragen in te dienen bij de Minister van Binnenlandse Zaken

**Art. 18.** De aanvraag om vrijstelling van militaire dienst, op grond van artikel 16 van de gecoördeneerde wetten, moet worden ingediend bij de Minister van Binnenlandse Zaken tussen 1 januari van het jaar waarin de aanvrager om een eerste uitstel mag verzoeken en 1 januari van het lichtingsjaar, waartoe hij behoort.

De belanghebbende moet in zijn aanvraag vermelden dat hij zich verbindt zich werkelijk in de missies buiten Europa of in één van de landen, bepaald krachtens artikel 16 van deze wetten, te bevinden binnen zes maanden te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het besluit tot vrijstelling genomen door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Il joindra un certificat établissant sa situation de milice actuelle, une copie certifiée conforme de ses diplômes et une copie certifiée conforme de son contrat d'engagement justifiant sa demande.

#### CHAPITRE IV. — Des juridictions de milice

**Art. 19.** Lorsque le milicien doit être invité à comparaître devant une juridiction de milice en vertu des articles 28, § 1er, 37, § 1er, ou 43, § 2, des lois coordonnées, ou s'il doit être examiné au siège du conseil de révision conformément à l'article 44 de ces lois, il est convoqué par le secrétaire-rapporteur.

**Art. 20. § 1er.** Les décisions des juridictions de milice sont signées par le président et par le secrétaire-rapporteur.

Les expéditions sont délivrées par le secrétaire-rapporteur qui les signe et les revêt du sceau de la juridiction.

§ 2. Une expédition de toute décision est notifiée au gouverneur de la province, à l'intéressé et, éventuellement, à la personne qui a introduit la demande par application de l'article 21 des lois coordonnées.

Sont notifiées par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception :

- 1° toutes les décisions du conseil supérieur de milice;
- 2° toutes les décisions des conseils de révision;
- 3° les décisions des conseils de milice :
  - a) contenant rejet de tout ou partie de la demande;
  - b) ou basées sur l'article 20, § 3, de ces lois;
  - c) ou portant retrait de l'exemption, de l'ajournement, de la dispense ou du sursis.

Les autres décisions des conseils de milice peuvent être notifiées par l'entremise de l'administration communale, qui en retire récépissé. Toutefois, elles doivent être notifiées par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception :

- 1° si la notification est faite après le 15 novembre;
- 2° si le conseil n'a pas reçu avant le 16 novembre le récépissé d'une première notification faite par l'entremise de l'administration communale.

Si le destinataire refuse de recevoir l'expédition présentée par la poste ou par l'administration communale, la notification de l'expédition se fera au bourgmestre conformément à l'article 102, § 3, des lois coordonnées.

**Art. 21. § 1er.** Le conseil de révision qui, au cours d'une session ordinaire, constate la nécessité d'examiner un milicien à domicile peut renvoyer le cas devant le conseil de révision d'une autre province dont le siège est plus rapproché du lieu de résidence de l'intéressé.

§ 2. La juridiction ainsi saisie reçoit compétence pour statuer concurremment avec le conseil de révision du domicile de milice. Toutefois, cette compétence cesse trente jours avant la fin de la session fixée pour l'examen médical à domicile, sauf dans le cas où une mise en observation a déjà été ordonnée à cette date.

Si le motif du renvoi a cessé d'exister ou si le conseil a cessé d'être compétent, le président renvoie le dossier au conseil de révision du domicile de milice.

Le président du conseil de révision du domicile de milice veille à ce qu'il soit statué sur tous les cas avant la fin de la session fixée pour l'examen médical à domicile.

#### CHAPITRE V

##### De la renonciation au sursis ou à la dispense

**Art. 22.** La renonciation au sursis ou à la dispense, prévue à l'article 54 des lois coordonnées, doit être faite par écrit et être introduite auprès du gouverneur de la province du domicile de milice de l'intéressé au plus tard le 25 juillet de l'année qui porte le millésime de la levée dont l'intéressé faisait partie au moment où le sursis ou la dispense lui a été accordé.

#### CHAPITRE VI

##### Du désistement de la demande de devancement d'appel

**Art. 23.** Le désistement de la demande de devancement d'appel s'effectue par une lettre adressée au gouverneur de la province du domicile de milice de l'intéressé. Le défaut de comparaître au centre de recrutement et de sélection ou à l'examen médical à l'étranger, auquel l'intéressé est convoqué, vaut désistement.

Hij dient een getuigschrift waaruit zijn tegenwoordige militietoestand blijkt, een eensluidend verklaard afschrift van zijn diploma's en een eensluidend verklaard afschrift van zijn aanwervingscontract tot staving van zijn aanvraag bij te voegen.

#### HOOFDSTUK IV. — Militierechtscolleges

**Art. 19.** Moet de dienstplichtige opgeroepen worden om, op grond van de artikelen 28, § 1, 37, § 1, of 43, § 2, van de gecoördineerde wetten voor een militierechtscollege te verschijnen of moet hij, overeenkomstig artikel 44 van die wetten ten zetel van de herkeuringsraad gekeurd worden, dan wordt hij door de secretaris-verslaggever opgeroepen.

**Art. 20. § 1.** De beslissingen van de militierechtscolleges worden ondertekend door de voorzitter en door de secretaris-verslaggever.

De uitgiften worden afgegeven door de secretaris-verslaggever, die ze ondertekent en ze met het zegel van het rechtscollege bekleedt.

§ 2. Van iedere beslissing wordt een uitgifte afgegeven aan de provinciegouverneur, aan de belanghebbende en, eventueel, aan degene die met toepassing van artikel 21 van de gecoördineerde wetten de aanvraag heeft ingediend.

Bij ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst wordt kennis gegeven :

- 1° van alle beslissingen van de hoge militieraad;
- 2° van alle beslissingen van de herkeuringsraden;
- 3° van alle beslissingen van de militieraden :
  - a) houdende gehele of gedeeltelijke afwijzing van de aanvraag;
  - b) of gegrond op artikel 20, § 3, van deze wetten;
  - c) of houdende intrekking van de vrijstelling, de voorlopige afkeuring, de vrijlating of het uitstel.

Van de overige beslissingen van de militieraden mag worden kennis gegeven door bemiddeling van het gemeentebestuur, tegen ontvangstbewijs. Kennisgeving bij ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst is echter vereist :

- 1° indien de kennisgeving plaats heeft na 15 november;
- 2° indien de raad niet vóór 16 november in het bezit is van het ontvangstbewijs van een eerste, door bemiddeling van het gemeentebestuur gedane kennisgeving.

Indien de geadresseerde weigert de door de post of het gemeentebestuur aangeboden uitgifte in ontvangst te nemen dient de betekening van de uitgifte te gebeuren aan de burgemeester overeenkomstig artikel 102, § 3, van de gecoördineerde wetten.

**Art. 21. § 1.** De herkeuringsraad die, in de loop van een gewone zitting, tot de bevinding komt dat een dienstplichtige ten huize moet worden gekeurd kan het geval verwijzen naar de herkeuringsraad van een andere provincie, van wie de zetel dichter bij de verblijfplaats van de belanghebbende gelegen is.

§ 2. Het militierechtscollege waarbij het geval aldus aanhangig is gemaakt, verkrijgt bevoegdheid om evenals de herkeuringsraad van de militiewoonplaats uitspraak te doen. Deze bevoegdheid vervalt echter dertig dagen vóór het einde van de zitting, gesteld voor de keuring ten huize, behoudens wanneer op die datum reeds een inobservatiestelling is gelast.

Zo de reden van de verwijzing opgehouden heeft te bestaan of zo de bevoegdheid van de raad vervallen is stuurt de voorzitter het dossier naar de herkeuringsraad van de militiewoonplaats terug.

De voorzitter van de herkeuringsraad van de militiewoonplaats waakt er over dat over alle gevallen uitspraak is gedaan vóór het einde van de zitting, gesteld voor de keuring ten huize.

#### HOOFDSTUK V

##### Afstand van uitstel of van vrijlating

**Art. 22.** De bij artikel 54 van de gecoördineerde wetten bepaalde afstand van uitstel of van vrijlating moet schriftelijk geschieden en bij de gouverneur van de provincie van de militiewoonplaats van de belanghebbende worden ingediend, uiterlijk op 25 juli van het jaar waarnaar de lichte is genoemd waartoe de belanghebbende behoorde op het ogenblik dat hem uitstel of vrijlating werd verleend.

#### HOOFDSTUK VI

##### Terugtrekking van de aanvraag om vervroegde oproeping

**Art. 23.** Het terugtrekken van de aanvraag om vervroegde oproeping geschiedt per brief gericht aan de gouverneur van de provincie van de militiewoonplaats van de belanghebbende. Het niet verschijnen van de belanghebbende in het rekruterings- en selectiecentrum of op de keuring in het buitenland, waarvoor hij is opgeroepen, geldt als terugtrekking.

**CHAPITRE VII**  
*De la remise du contingent au centre  
de recrutement et de sélection*

**Art. 24. § 1er.** La remise du contingent commence le 1er octobre de l'année qui précède celle dont la classe porte le millésime et prend fin le 30 septembre de l'année suivante.

§ 2. Le gouverneur ordonne aux miliciens désignés pour le service conformément à l'article 23 des lois coordonnées de se rendre au centre de recrutement et de sélection pour y être remis à l'autorité militaire.

§ 3. La remise des miliciens visés à l'article 56 des lois coordonnées et compris dans le contingent en vertu d'une décision rendue par le conseil de révision, s'effectue par la transmission des pièces administratives, par l'intermédiaire du gouverneur.

Le gouverneur transmet également les pièces administratives relatives aux insoumis relevant de l'autorité militaire et réputés déserteurs conformément aux articles 65, § 3, alinéa 2, et 107, § 1er, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées.

§ 4. L'ordre du gouverneur est notifié par écrit à chaque intéressé individuellement par l'autorité communale, six jours au moins avant la date fixée pour l'entrée au centre.

**Art. 25.** Le commandant du centre de recrutement et de sélection transmet aux gouverneurs, au fur et à mesure du déroulement des opérations, les propositions pour la comparaison des miliciens en vue de leur appel au centre aux jours et heures qu'il indique.

**Art. 26.** Les miliciens qui, à la date du 25 juillet de l'année qui porte le millésime de la levée dont ils font partie, n'auraient pas encore reçu la notification individuelle de l'ordre de se rendre au centre de recrutement et de sélection sont tenus d'introduire une réclamation, par lettre recommandée à la poste, adressée à l'administration communale de leur domicile de milice afin que celle-ci leur notifie cet ordre.

**Art. 27.** Le commandant du centre de recrutement et de sélection, le président du conseil de révision et l'agent diplomatique ou consulaire signalent au gouverneur les insoumis visés respectivement au 1<sup>o</sup> et au 2<sup>o</sup> de l'article 65, § 1er, des lois coordonnées.

**CHAPITRE VIII — Dispositions générales**

**Art. 28.** Le certificat de milice prévu à l'article 100 des lois coordonnées est délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune où réside l'intéressé. Il est délivré par le collège des bourgmestre et échevins du domicile de milice, si l'intéressé réside hors du pays.

**CHAPITRE IX. — Dispositions finales**

**Art. 29.** L'arrêté royal du 30 avril 1962 réglant l'application des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 1985, est abrogé.

**Art. 30.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987, à l'exception de l'article 18 qui entre en vigueur le 1er janvier 1988.

Toutefois, les dispositions relatives à l'introduction des demandes de sursis ou de dispense pour cause morale ne sont d'application qu'aux miliciens de la levée de 1988 et des levées ultérieures.

**Art. 31.** Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 juillet 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur  
et de la Fonction publique,

**J. MICHEL**

Le Ministre de la Défense nationale,

F.-X. de DONNEA

**HOOFDSTUK VII**  
*Overgifte van het contingent aan het  
rekruterings- en selectiecentrum*

**Art. 24. § 1.** De overgifte van het contingent begint op 1 oktober van het jaar vóór dat waarnaar de klasse is genoemd en eindigt op 30 september van het volgend jaar.

§ 2. De gouverneur gelast de overeenkomstig artikel 23 van de gecoördineerde wetten voor de dienst aangewezen dienstplichtigen zich ter overgifte aan de militaire overheid naar het rekruterings- en selectiecentrum te begeven.

§ 3. De overgifte van de in artikel 56 van de gecoördineerde wetten bedoelde en krachtens een door de herkeuringsraad gewezen beslissing in het contingent opgenomen dienstplichtigen geschiedt door toezending van de administratieve stukken door bemiddeling van de gouverneur.

De gouverneur zendt eveneens de administratieve stukken toe die betrekking hebben op de dienstweigeraars die onder de militaire overheid ressorteren en als deserteurs worden beschouwd overeenkomstig de artikelen 65, § 3, tweede lid, en 107, § 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten.

§ 4. Van het bevel van de gouverneur wordt ten minste zes dagen vóór de gestelde datum van aankomst in het centrum door de gemeenteverheid aan elke belanghebbende afzonderlijk schriftelijk kennis gegeven.

**Art. 25.** De commandant van het rekruterings- en selectiecentrum stuurt aan de gouverneurs naargelang van het verloop van de verrichtingen de voorstellen tot verschijnen van de dienstplichtigen door, met het oog op hun oproeping naar het centrum, op de dagen en uren die hij bepaalt.

**Art. 26.** De dienstplichtigen die op 25 juli van het jaar waarnaar hun lichter is genoemd nog geen afzonderlijke kennisgeving van het bevel om zich naar het rekruterings- en selectiecentrum te begeven mochten ontvangen hebben, moeten bij ter post aangetekende brief navraag doen bij het gemeentebestuur van hun militiewoonplaats opdat dit hen van het bevel in kennis zou stellen.

**Art. 27.** De commandant van het rekruterings- en selectiecentrum, de voorzitter van de herkeuringsraad en de diplomatieke of consulaire ambtenaar, maken aan de gouverneur de dienstweigeraars, als onderscheidenlijk bedoeld bij 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> van artikel 65, § 1, van de gecoördineerde wetten bekend.

**HOOFDSTUK VIII — Algemene bepalingen**

**Art. 28.** Het bij artikel 100 van de gecoördineerde wetten bedoelde militiegetuigschrift wordt afgegeven door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de belanghebbende verblijf houdt. Het wordt afgegeven door het college van burgemeester en schepenen van de militiewoonplaats wanneer de belanghebbende in het buitenland verblijf houdt.

**HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen**

**Art. 29.** Het koninklijk besluit van 30 april 1962 tot regeling van de toepassing van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 september 1985, wordt opgeheven.

**Art. 30.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987 met uitzondering van artikel 18 dat in werking treedt op 1 januari 1988.

De bepalingen die betrekking hebben op het indienen van de aanvragen om uitstel of om vrijlating op morele grond zijn evenwel slechts van toepassing op de dienstplichtigen van de lichter 1988 en van de latere lichten:

**Art. 31.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 juli 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken  
en Openbaar Ambt,

**J. MICHEL**

De Minister van Landsverdediging,

F.-X. de DONNEA

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 87 — 1475

Convention internationale sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, et Protocole de signature, signés à Bruxelles le 10 octobre 1957 (1). — Dénonciation par la France

Le 15 juillet 1987 a été enregistrée au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, une lettre datée du 10 juillet 1987, émanant de S.E. M. Jacques Lecompt, Ambassadeur de France, notifiant la dénonciation par la France de la Convention précitée.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Convention, la dénonciation produira ses effets à l'égard de la France le 15 juillet 1988.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N. 87 — 1476

10 AOUT 1987. — Arrêté royal portant fixation de la date à laquelle les hôpitaux doivent satisfaire aux dispositions de l'article 1bis, l'article 2bis et du titre II de la loi sur les hôpitaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, notamment l'article 26;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vertu de l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, la date à laquelle les hôpitaux doivent satisfaire aux dispositions de l'article 1bis, l'article 2bis et du titre II de la loi sur les hôpitaux, doit être fixée;

Considérant que les gestionnaires des hôpitaux doivent en être avisés dans les plus brefs délais, afin de leur permettre de prendre toutes les mesures qui s'imposent;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les hôpitaux doivent satisfaire :

1° le 1er janvier 1988, aux dispositions des articles 1bis, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 de la loi sur les hôpitaux, modifié par l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986;

2° le 6 mai 1988, aux dispositions des articles 2bis, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 47, de la loi susmentionnée.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 10 août 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 87 — 1475

Internationaal Verdrag nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen, en Protocol van ondertekening, ondertekend te Brussel op 10 oktober 1957 (1). — Opzegging door Frankrijk

Op 15 juli 1987 is op het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België een brief ingekomen, gedagtekend 10 juli 1987 en afkomstig van Z.E. de heer Jacques Lecompt, Ambassadeur van Frankrijk, waarbij kennisgeving wordt gedaan van de opzegging van voornoemd Verdrag door Frankrijk.

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 13 van het Verdrag, gaat de opzegging ten aanzien van Frankrijk in op 15 juli 1988.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU

F. 87 — 1476

10 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de datum waarop de ziekenhuizen moeten voldoen aan de bepalingen van artikel 1bis, artikel 2bis en van titel II van de wet op de ziekenhuizen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, meer bepaald artikel 26;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat krachtens het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 de datum dient vastgesteld te worden waarop de ziekenhuizen moeten voldoen aan de bepalingen van artikel 1bis, artikel 2bis en van titel II van de wet op de ziekenhuizen;

Overwegende dat de ziekenhuisbeheerders dringend hiervan in kennis moeten worden gesteld ten einde hen toe te laten tijdig alle noodzakelijke maatregelen te treffen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De ziekenhuizen moeten voldoen :

1° op 1 januari 1988 aan de bepalingen van de artikelen 1bis, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 en 31 van de wet op de ziekenhuizen, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986;

2° op 6 mei 1988, aan de bepalingen van de artikelen 2bis, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 en 47 van de voormelde wet.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitwerking van dit besluit.

Gegeven te Motril, 10 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

(1) Voir *Moniteur belge* du 29 janvier 1976.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 29 januari 1976.